

Les limites de l'enquête ou le journaliste prisonnier de son milieu

Christophe Bouchet

journaliste au service société
du *Nouvel Observateur*

La France est un pays très cloisonné : le milieu économique a un profond mépris pour le monde politique qui ignore lui-même les milieux associatifs ou sportifs. La presse française est, en gros, à cette image. Très typée, la presse écrite, radio ou télé épouse soigneusement ce cloisonnement. Chaque titre a une cible précise et s'en éloigne peu. *L'Équipe* traite de sport, *Les Échos* d'économie, *France Soir* a une dominante "faits de société" ou "faits divers", thèmes qui sont parfois réduits à la portion congrue dans *Le Monde*. La presse quotidienne régionale, souvent plus généraliste, est pourtant faible en économie. Tous les titres comptent une rédaction sportive mais rarement une rédaction économique. Le journaliste échappe difficilement à ces spécificités. Une fois entré dans la vie active, il est absorbé par les institutions qu'il doit couvrir. Un jeune journaliste embauché à *France Football* finira très rarement sa carrière à *La Tribune de l'Expansion*, et réciproquement. S'il change de titre, il est peu courant qu'il change de rubrique. Puisque nous sommes à l'ESJ, les étudiants en journalisme devraient être particulièrement attentifs à cette constante.

Pis, le journaliste développe des réflexes liés à son institution ou écrit pour elle seule. Le journaliste sportif lit rarement un titre économique et peu à peu ne lit plus que les pages sportives

des autres titres, juste pour comparer. Beaucoup de rédacteurs écrivent avant tout pour leur milieu y compris dans les titres de référence.

« *Le journalisme établi aime préserver les secrets de famille. Il accepte la loi sociale et culturelle du milieu : en savoir beaucoup, en dire peu* », écrit Edwy Plenel, rédacteur en chef du *Monde* dans son dernier ouvrage *Un temps de chien* (Stock). Les "familles", comme l'écrit Plenel, établissent une hiérarchie entre elles, estimant — selon la rédaction dans laquelle on se trouve — que les journalistes diplomatiques sont plus doués ou intelligents que les journalistes politiques, puis économiques, puis sportifs. Ne parlons pas des "faits-diversiers" souvent méprisés. Au sein de certaines rédactions, on peut, d'un étage à l'autre, mesurer l'incompréhension ou l'ignorance entre services. Une certaine spécialisation des journalistes, nécessaire, ne devrait jamais être définitive. L'information y perd énormément. Au fil des ans, nombre de journalistes sont plus liés à leur institution qu'à leur corporation mais surtout qu'à leur devoir d'informer. On peut bondir à cette affirmation. Et pourtant, en interrogeant à titre confraternel des journalistes de sport (les puristes n'aiment pas la dénomination de "journaliste sportif") sur la corruption dans le football ou le dopage dans le vélo, tous décriront précisément les pratiques, les traditions et les principaux acteurs. Pourquoi ne pas en parler ? La réponse est invariable : « *Ce n'est pas mon boulot, ce n'est pas du sport.* » Le problème est que dans les rédactions, ce n'est le travail de personne.

On pourrait citer de très nombreux exemples : les malversations dans les affaires, le financement des partis politiques, etc.

Dès que les sujets sont transversaux, empiétant sur plusieurs rubriques (Justice-Économie, Justice-Politique, Politique-Économie, Économie-Sports), les difficultés d'une bonne couverture apparaissent. Au moment de la mort d'Ayrton Senna, chacun, s'étonnant que le Grand Prix de San Marin à Imola ait pu se dérouler normalement, a lu ou entendu une phrase du type : « *Les enjeux économiques et financiers autour de la Formule 1 sont devenus si importants que...* » Ce mot d'excuse a été représenté quinze jours plus tard lors du Grand Prix de Monaco. Mais quel papier a dressé les véritables enjeux économiques de la Formule 1 ? Les journalistes de sport se déclarent incompetents ou auraient l'im-

« Dès que les sujets sont transversaux, empiétant sur plusieurs rubriques (Justice-Économie, Justice-Politiques, Politique-Économie, Économie-Sports), les difficultés d'une bonne couverture apparaissent »

pression de briser une loi du silence qu'ils se sont eux-mêmes imposée. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à refroidir leurs confrères généralistes qui, du coup, estiment — à tort — qu'une telle enquête est impossible.

Lors de l'affaire VA-OM, la rubricarde justice de *Libération*, Dominique Conil, et le chef des sports, Patrick Le Roux, ont décidé de s'associer. L'exemple est trop rare. À *L'Équipe*, en revanche, la rédaction en chef a eu les pires difficultés à trouver un reporter décidé et capable de couvrir l'enquête. À l'inverse, *France Football*, qui dépend du même groupe, a accompli un travail dense et remarquable.

Les rédacteurs en chef n'ignorent pas ces lacunes, mais ils ne peuvent souvent que les constater. Prenons un autre sujet : le ou les dossiers Alcatel ou, c'est d'actualité, Schneider, aux confins de l'économie, de la politique et de la justice. De qui dépendent ces affaires ? De la rubrique "Justice", un peu perdue dans les problèmes financiers, des rubriques économiques ou politiques qui estiment leur matière plus noble et répugnent à mettre les mains dans ce genre de cambouis judiciaire ?

Le plus désarmant des sujets transversaux est Bernard Tapie. L'homme d'affaires a depuis bien longtemps fait l'analyse précédente et il en joue à merveille. Aux journalistes de sport, il simplifie l'économie à sa façon, aux journalistes financiers, ils parlent de marketing, aux journalistes politiques, il raconte le dernier transfert de l'OM. Les uns ou les autres n'ayant pas l'envie ou la compétence de vérifier ses propos, sa pensée est résumée sans précaution, sans la distance et la compréhension nécessaires. Bernard Tapie s'est façonné une image grâce à nos lacunes. Le journaliste n'est pas seul fautif, mais encore une fois victime de son milieu. Longtemps, très longtemps, le monde économique, souvent par jalousie, dédaignait Tapie et expliquait que ses affaires n'étaient pas dignes d'intérêt. Le milieu sportif, d'abord le vélo puis le football, ont eu une réaction identique. En conséquence, les tonitruantes et mensongères déclarations du repreneur n'ont jamais été accompagnées d'articles de base et Bernard Tapie profite aujourd'hui de cette absence de mémoire. Enquêter sur Tapie est une lutte permanente contre ce cloisonnement.

Les solutions pour lutter contre cette proximité nuisible sont quasiment connues mais coûteuses. L'espoir de les mettre en place est donc faible. En effet, maîtriser un domaine, une rubrique ou une institution rapporte de l'argent par le biais de

piges, d'interventions ou de livres. Certains journalistes, stars de leur milieu, gagnent en un colloque l'équivalent de trois à six mois de salaire.

De même, maîtriser l'information sur une ville, un département ou une région est parfois rémunérateur. Ainsi certains correspondants multicartes doublent-ils facilement le salaire versé par leur principal employeur. Les cas les plus connus sont répertoriés dans l'Est de la France ou à Marseille. Ils sont d'autant plus dangereux car leur maîtrise des sources, notamment dans le domaine policier, est telle qu'ils peuvent influencer la nature même de l'information. Le propos n'est en rien exagéré. Le produit financier des piges est directement lié à l'intimité, voire à la connivence, du journaliste avec ses sources. Les fameux multicartes ne sont pas toujours en cause. Leurs multiples employeurs connaissent le problème mais n'ont la possibilité — mais surtout pas la volonté — de se passer de leurs talents.

Le meilleur moyen de contourner l'obstacle est la rotation des journalistes, mais elle n'est pas toujours applicable. Un hebdomadaire ou un mensuel thématiques ne peuvent pas déplacer leur journaliste. Mieux (ou pis), leur force réside en la parfaite pénétration du milieu. Il faut donc s'en remettre au seul degré d'indépendance du journaliste. Une indépendance que l'on peut facilement mesurer au niveau de salaire. Comment reprocher à un "spécialiste", même au plus vertueux pour reprendre la terminologie de Pierre Bourdieu, qui gagne entre 10 000 et 15 000 francs, de refuser un voyage de dix jours, de palaces en palaces, aux États-Unis ou en Thaïlande ?

Dans les quotidiens, notamment certains quotidiens régionaux, est organisée une rotation entre les locales et le siège pour éviter que les journalistes ne se fondent avec le pouvoir en place. La presse départementale et régionale, mais aussi Radio France, sont ainsi souvent mieux armées que la presse quotidienne nationale pour résoudre le problème. À l'AFP, il est demandé aux journalistes, par contrats internes, de "tourner" entre services du siège, la province et l'étranger.

Ces procédés ont leurs limites, toujours dessinées par l'aspect financier. En pleine crise de l'emploi, il est délicat d'imposer ou de demander à un journaliste de bouger lorsque son conjoint est obligé d'abandonner un salaire pour le suivre. Le niveau de rémunération des journalistes interdit ce genre de sport.

« Certains journalistes, stars de leur milieu, gagnent en un colloque l'équivalent de trois à six mois de salaire »

D'autant que le chômage est particulièrement sévère dans la profession et que les journalistes sont, pour beaucoup, mariés entre eux. Ainsi, à l'AFP (où les couples sont nombreux), lors des derniers affichages, il y avait parfois un seul candidat titulaire pour des postes aussi prestigieux que Washington ou Moscou. Autre effet pervers d'une rotation appliquée à tous les niveaux de hiérarchie, la faiblesse de cette même hiérarchie, toujours de passage. Autre solution : la formation permanente qui reste bien trop timorée dans la profession. Les journalistes ont les pires difficultés à se remettre en cause notamment parmi ceux qui n'ont pas suivi de formation initiale spécifique. De plus, leurs employeurs ne les y incitent quasiment jamais, bien que la tendance semble évoluer très timidement.

En conclusion, même s'il convient de ne pas dédouaner le journaliste, le rédacteur ou reporter de base qui peut se montrer "acteur" ou "citoyen" et fixer lui-même ses limites, la majorité des titres, tous supports confondus, montrent peu de "vertu" à lutter contre la proximité institutionnelle. Ils prennent trop en compte l'intérêt économique de la proximité institutionnelle, pas assez le risque de connivence et donc de médiocrité de l'information. Jusqu'au jour où, peut-être, chacun prendra conscience que la qualité rédactionnelle équivaut à de meilleures ventes ou de meilleures audiences. Mais c'est un autre débat... ■